

Femmes-mâles¹ et jeux de pouvoir par l'alimentation à Abidjan (Côte d'Ivoire)

EGNANKOU ADOLIN PAUL

Enseignant-chercheur à l'Institut d'Ethno Sociologie
Université Félix Houphouët Boigny d'Abidjan Cocody (Côte Ivoire)
adolinegnankou2010@yahoo.fr

Résumé :

Ce texte analyse le triptyque Genre-Alimentation-Ville à travers une étude qualitative dans ville d'Abidjan (Côte d'Ivoire). D'abord, il expose cette ville comme révélatrice d'oppressions et d'inégalités de genre issues d'un système discriminant. Par rapport aux hommes, une catégorie de femmes ivoiriennes, citadines, mais analphabètes ou ayant un faible niveau d'instruction scolaire, est exclue de l'économie de plantation et du système d'insertion professionnelle formelle, puis confinée à certaines activités perçues comme dévalorisantes et marginales : travaux agricoles, cuisine domestique, vente de produits vivriers, restauration de rue, etc. Toutefois, il démontre que, par le fait alimentaire urbain, des femmes exclues et dominées opèrent une reconstruction identitaire et statutaire en s'appropriant le stigmate subi. De cette reconstruction, naît la catégorie de femmes-mâles, c'est-à-dire de femmes hybrides car socialement modifiées par des comportements et des pratiques typiquement masculins qui les aident à se maintenir dans les activités commerciales et dans les ménages en crise. Ainsi, au dehors, dans les marchés, les coopératives, les restaurants de rue, elles mobilisent le capital social, économique, pour dominer démographiquement, symboliquement et spatialement les acteurs qui s'y trouvent, même ceux qui possèdent un capital culturel plus important que le leur. Au dedans, on observe des mutations subtiles mais effectives au sein des ménages. En effet, grâce à l'importance de leurs participations aux dépenses domestiques, les femmes-mâles usent de leur pouvoir pour imposer aux membres des ménages des repas de leurs choix.

Mots-clés : alimentation, domination, femme-mâle, genre, ville.

Abstract :

This text analyzes the Gender-Food-City triptych through a qualitative study in the city of Abidjan (Ivory Coast). First, he exposes this city as revealing oppressions and gender inequalities resulting from a discriminating system. Compared to men, a category of Ivorian women, city dwellers, but illiterate or having a low level of schooling, is excluded from the plantation economy and from the formal professional integration system, then confined to certain activities perceived as devaluing and marginal: agricultural work, domestic cooking, sale of food products, street food, etc. However, it demonstrates that, through urban food, excluded and dominated women operate an identity and status reconstruction by appropriating the stigma suffered. From this reconstruction is born the category of female-males, that is to say hybrid women because they are socially modified by typically male behaviors and practices that help them to maintain themselves in commercial activities and in households in crisis. So, in outside, in the markets, cooperatives, street restaurants, they mobilize social and economic capital to demographically, symbolically and spatially dominate the actors who are there, even those who have a greater cultural capital than their. Inside, we can observe subtle but effective changes within households. Indeed, thanks to the importance of their participation in domestic expenses, male women use their power to impose meals of their choice on household members.

Keywords: food, domination, female-male, gender, city.

¹Bandaman Maurice, *Le fils-de-la-femme-mâle*, Paris, l'Harmattan, 1993.

Introduction

Depuis l'indépendance politique de la Côte d'Ivoire, Abidjan, la capitale économique, connaît un développement rapide au niveau des infrastructures et des activités socioéconomiques : port, routes, industries, commerce, etc. Cette dynamique impacte la population d'Abidjan qui est passée de 2, 87 millions en 1998 à 4,8 d'habitants en 2014, puis à 5,5 millions en 2019 (RGPH, 2015 ; 2019). Dans ce contexte, la ville d'Abidjan est devenue un débouché très prisé par les populations rurales, surtout les femmes, pour la vente de produits vivriers : tubercules, légumes, fruits, etc. (Chaléard, 1996). Elles y vendent également des produits de la pêche, de la chasse, de l'élevage et des mets cuisinés. L'environnement socioéconomique est aussi marqué par des rapports inégaux de genre. Dans des ménages, des violences symboliques (comportements et opinions défavorables aux femmes), sous-tendues par des inégalités socioculturelles et économiques basées sur le genre sont dénoncées par les institutions aussi bien nationales qu'internationales (Banque Mondiale, 2012 ; 2013 ; Ministère de la Famille, de la Femme, de l'Enfant et des Affaires sociales, 2012).

En effet, pour ces institutions, les inégalités liées au genre s'expliquent par les pesanteurs socio-culturelles, les rapports sociaux stéréotypés et dévalorisants pour les femmes. Depuis le XIX^e siècle, elles sont exclues de l'économie de plantation (café, cacao, palmier à huile, hévéa) et confinées aux cultures d'autosubsistance alimentaire (Mollard, 1992 ; Essoh, 1980). The World Food Program (2017) affirme que la Côte d'Ivoire est l'un des pays les plus inégalitaires au monde au niveau du genre. Le chômage affecte les femmes de manière disproportionnelle, car 57,8% de la population sans emploi est féminine. Dans l'alimentation de rue, « 41,1% des femmes n'ont jamais été à l'école, 32,5 ont été à l'école primaire et 29,5% ont été jusqu'au lycée » (Simao, 2017 :18). Cette situation, peu reluisante, semble n'offrir aucune perspective d'avenir aux femmes, à part celle que leur destine la société. Pourtant, certaines arrivent à inverser la tendance au point de rester dominantes dans les rapports intragroupes et inter-genres par le fait alimentaire urbain, tant sur les marchés que dans les ménages.

Cette forme de domination féminine est très peu, voire rarement abordée dans la littérature. Ce texte, qui étudie cette réalité, vise d'abord à analyser les enjeux socioéconomiques qui la sous-tendent. Dans ce sens, le cadre théorique explorera les arguments épistémologiques des auteurs convoqués dans le but d'explicitier notre appréhension du phénomène. Il s'agira ensuite d'exposer la problématique et la méthodologie de recherche. En outre, les résultats présentés mettront en évidence les conditions d'émergence à partir desquelles les femmes-mâles en question sont perçues ou se construisent individuellement et collectivement comme des femmes socialement modifiées (transgenres sociales), jouissant d'une double appartenance symbolique au niveau des genres dans leurs rapports aux activités de vente ou de production alimentaire dans l'espace urbain abidjanais. Ils montreront par ailleurs que 'le dehors' ou les marchés alimentaires des communes ciblées se donnent à voir comme des espaces sociaux de démonstration de jeux de pouvoir et de domination des femmes-mâles. Enfin ils expliqueront comment à partir 'du dedans', par la confection de repas et la prise en charge de dépenses alimentaires domestiques, des femmes-mâles exercent une domination voilée sur les hommes.

I- Approche théorique

Le triptyque Genre-Alimentation-Ville est au cœur des productions littéraires en sciences sociales, notamment en sociologie de l'alimentation. Lorsque les inégalités y sont abordées, les analyses sont souvent symptomatiques des hiérarchies entre les genres ou de la déconstruction des oppressions de genre. Toutefois, en rapport avec ce concept - genre -, de plus en plus de chercheurs intègrent dans leurs productions analytiques sur le fait alimentaire des dimensions comme l'économie, les identités communautaires ou nationales, la croyance, l'espace de production ou de consommation (ruralité, urbanité et commensalité). En replaçant donc au centre de leurs analyses les dimensions citées ces chercheurs apportent une autre approche du genre peut-être, moins attachée à l'égalité des sexes et, plus ancrée dans des enjeux sociaux. Cette approche pose la problématique d'une épistémologie de l'alimentation du ou des genre (s) en lien avec les rapports de pouvoir de domination.

En effet dans ce texte, la construction du statut social des femmes enquêtées est à rapprocher des théories de plusieurs auteurs pour qui l'identité liée au genre est plurielle et polymorphe. Ferrand (2001) et Bourdieu (1998) soutiennent que la naturalisation du corps et du sexe est une construction idéologique de la domination masculine pour légitimer l'inégalité et la hiérarchie sexuelle, sociale et la

division des tâches entre les genres. C'est pourquoi, Halberstam (1998) remet en cause les identités binaires de genre par le concept de Female Masculinity. De même, pour Butler (2009 ; 2010) le genre est le lieu d'une puissance d'agir. À ce titre, il devient un espace social de résistance à l'enfermement des identités par le détournement des règles sociales ou biologiques préétablies. Ceci fait éclater cette binarité en plusieurs fragments de genres aboutissant à la fabrication du masculin féminin, obtenu par une chirurgie esthétique et une hormonothérapie qui masculinisent ou féminisent le corps. Ainsi, il émerge de l'utilisation de la technique sur le biologique une hybridation sexe-genre. Même si celle-ci est 'dégenrante', confuse ou troublante dans l'ordre symbolique de la division des sexes, « c'est moins une inversion de sexe qu'une transformation de soi dans le but de retrouver une harmonie subjective entre l'image du corps et l'identité vécue ». (Bernard, 2012 : 58).

Au niveau alimentaire, Fournier et ses collègues (2015) affirment que la viande est un enjeu de pouvoir. Par des interdits, les hommes s'en servent pour maintenir un ordre du genre : celui de la domination masculine. Dans cette optique, « toute analyse des genres doit donc entraîner une analyse du pouvoir qui les rend possibles » (Cortes, 2008 : 71). Les théories des genres qui rendent compte d'une dés-identification des modèles stéréotypés véhiculés dans les sociétés et les espaces temps, se veulent un outil épistémologique d'identifications stratégiques ou de résistance à l'enfermement des identités binaires. C'est pourquoi, ici, les liens entre genre (s), alimentation et ville sont intégrés dans une analyse du pouvoir des femmes-mâles.

II-Problématique et méthodologie

Dans la plupart des pays en développement comme la Côte d'Ivoire, les conditions de vie précaires limitent les possibilités d'avancée économique et sociale. Cette situation modifie le tissu social, affectant ainsi le rôle des hommes et des femmes, à la fois au sein de la famille et en tant qu'acteurs économiques. Elle a surtout pour effet d'accentuer, dans les villes, la vulnérabilité des femmes analphabètes ou peu instruites, car percevant des salaires plus faibles. De plus, dans les villages, ces femmes ont moins accès aux ressources foncières. Elles sont les principales responsables de la collecte de l'eau, de bois de chauffage. Ces charges de travail sont amplifiées par des situations de guerre et de changements climatiques, caractéristiques de pénuries alimentaires. Malgré ces situations difficiles, les femmes ont l'obligation de trouver à manger à leurs maisonnées. C'est pourquoi dans des villes comme Abidjan, les activités qui leur permettent de remplir cette obligation sont, pour la plupart, menées autour de l'alimentation : dépenses de ménage, commercialisation de vivriers et restauration.

Par ces activités, les femmes enquêtées se reconstruisent pour amorcer un processus de développement statutaire valorisant et durable dans un espace social urbain où les normes formelles d'insertion professionnelle semblent les disqualifier. En dépit des contextes économiques et socioculturels peu favorables, ces dernières parviennent non seulement à résister à la normalisation des identités de genre, mais surtout à dominer dans les rapports inter-genres et intragroupes. De ce constat, émergent les questions suivantes : comment, à travers l'alimentation, l'espace urbain abidjanais participe-t-il au processus de reconstruction identitaire et statutaire mis en œuvre par les femmes-mâles enquêtées ? Quels sont les jeux de pouvoir qui en émanent et leurs liens possibles avec l'alimentation urbaine ?

Pour répondre aux questions soulevées nous nous sommes appuyé, pour ce texte, sur une approche méthodologique qui fait la synthèse des données et des résultats de nos travaux de recherche en sociologie de l'alimentation. Ces travaux s'inscrivent dans le cadre de recherches qualitatives, effectuées à Abidjan, la capitale économique de la Côte d'Ivoire, surtout dans les communes d'Adjamé, de Yopougon, d'Abobo et de Cocody où le commerce de vivres (tubercules, fruits, feuilles, légumineuses et graines) et de plats cuisinés par des femmes connaissent un dynamisme particulier. En plus, nous avons approfondi certains aspects de l'analyse sur le triptype Genre-Alimentation-Ville. Pour cela, à partir de notre connaissance du terrain, nous avons collecté des données complémentaires sous formes de recherche bibliographique, d'observations et de récits de vie au près des femmes, cheffes de ménages, restauratrices et commerçantes de produits vivriers. L'analyse des données recueillies a abouti aux résultats exposés ci-après.

III- Contexte d'émergence des femmes-mâles en question : des femmes socialement modifiées

En Côte d'Ivoire, la femme a pour rôle essentiel de nourrir l'homme et les enfants. Quant à l'homme,

en général, il prend en charge les grosses dépenses du ménage (santé, alimentation, scolarité, factures d'électricité et de l'eau, habillement, soins du corps de sa femme, etc.). C'est ce rôle qui définit le statut social de l'homme, chef de ménage. Les enquêtés affirment que : « *C'est l'homme qui marie la femme et pas le contraire ; l'homme est le chef dans le ménage, il contrôle tout. Mon rôle, c'est de veiller sur tous ceux qui vivent dans ma cour* » ; W. D. « *Les coutumes en Afrique veulent que la femme peine du matin au soir. C'est elle qui travaille aux champs, vend au marché, porte le fagot, l'eau ou les produits vivriers, prépare la nourriture pour les besoins du ménage* ». M.-R.

Face aux inégalités de genre, les femmes rurales ont d'abord besoin de se déterritorialiser ou de quitter - temporairement - le village pour s'urbaniser. Souvent, c'est la ville d'Abidjan qui est choisie parce qu'elle présente : i) les caractéristiques d'une citée cosmopolite qui rend possible l'anonymat, une sorte d'invisibilité sociale et une moindre pression à l'enfermement identitaire ; ii) une continuité du cadre socioculturel - traditionnel - permettant à ces femmes de s'insérer dans le secteur qu'elles maîtrisent le mieux : la cuisine domestique, la vente de vivriers et d'aliments cuisinés ; iii) un espace économique et humain propice aux activités génératrices de revenus. Même dans la capitale abidjanaise, les inégalités de genre persistent à plusieurs niveaux : accès aux services sociaux de base (éducation, santé), aux ressources et facteurs de productions, notamment le crédit, à la prise de décision, à la participation à la vie publique et politique. Écartées de l'économie de plantation et du système professionnel salarié, ces femmes prennent pourtant le relais en compensant l'absence de revenus ou le faible niveau de rémunération du mari économiquement ou physiquement 'défaillant'².

De ce fait, elles se reconstruisent d'une part, un autre statut social : celui de femmes-mâles. Il ne s'agit pas du 'tomboyisme' ou du 'tomboyhood' (Abate, 2008), c'est-à-dire d'une auto-identification en tant que 'garçon manqué' aboutissant au lesbianisme, ni d'une transformation technique ou hormonale du corps. Il s'agit plutôt de femmes adultes adoptant, en rapport avec le fait alimentaire urbain, une mixité de comportements et de pratiques typiquement masculins pour se maintenir dans leurs activités ou ménages. En effet, la conservation du corps et du sexe biologiques dans un genre masculinisé produit une identité hybride biologiquement féminine, mais socialement et psychologiquement masculine qui est celle de la femme-mâle. Comme l'homme, elle prend des risques, s'intéresse davantage aux choses, aux objets et priorise l'action, le pouvoir, la compétence et l'accomplissement (Gray, 1994). Cette expérience de la des-identification se perçoit comme une forme de resocialisation de soi³ : être en harmonie avec soi-même, les autres ; réduire les vulnérabilités socioéconomiques et psychologiques par la construction mobile d'une identité acquise par le fait alimentaire urbain.

D'autre part, le stigmate social que les femmes subissent renvoie à l'écart à la norme. Il en résulte leur exclusion professionnelle. Dans ce cas, Goffman (1975) préconise des stratégies de retournement pour revendiquer le stigmate plutôt que de le cacher. Dans cette étude, les stratégies des femmes-mâles consistent à une réappropriation du stigmate subi, en ce sens qu'elles s'affirment dans le domaine alimentaire où elles sont confinées. Ce faisant, le genre devient pour elles un outil nécessaire du fait que « leurs identités et leurs positionnements sont multiples et évoluent à travers le temps et l'espace temps » (Andrews, Smith et Morena, 2019 : 8). Ainsi, le processus de reconstruction du statut social des femmes-mâles repose sur des ressources mobilisées : la 'déterritorialisation' pour la ville, l'autonomie financière, les relations humaines et le savoir-faire autour de l'alimentation urbaine. C'est de ces paramètres que naît le jeu du pouvoir, se révélant comme un construit social-historique.

IV- Le "dehors" ou les marchés alimentaires d'Abidjan comme espaces sociaux de domination des femmes-mâles

À Abidjan, les activités professionnelles des femmes-mâles sont souvent axées sur l'alimentation. Elles révèlent des rapports de domination et de positions hiérarchisées au sein de groupes de femmes structurés en coopératives de vivriers. À ce sujet, les récits confirment que ce sont des femmes analphabètes ou peu lettrées comme « *Nanti Lou Rosalie, Zamblé Lou Madeleine, toutes de l'ethnie*

² Pour des raisons d'une maladie invalidante du conjoint, de licenciements et de la perte d'emplois, dus à la crise économique, beaucoup de ménages dépendent des activités aussi bien marchandes que domestiques des femmes.

³ Pour Lépine, 2013, les quatre strates d'être que sont le vivant, la psyché, l'individu social et le social-historique s'emboîtent, mais chacune demeure le lieu de manifestation d'un pour soi spécifique.

gouro⁴ qui, avec très peu d'argent, ont créé les premières coopératives de vente de vivriers en Côte d'Ivoire ». Plus tard, par rapport à l'accroissement des besoins alimentaires de la ville d'Abidjan, Irié Lou Colette et Boty Lou Rosalie vont s'intéresser aux coopératives de vivriers. Ces femmes travaillent 'dehors', dans les marchés ou les rues, comme les hommes. Le succès des exemples cités incite d'autres femmes à quitter les villages pour élire domicile à Abidjan, avec l'accord des conjoints, pendant quelques mois pour intégrer ces groupes. Elles y reconstruisent leur identité statutaire par le jeu des liens sociaux fondés sur l'ethnie, la parenté et l'entraide entre membres.

Selon les enquêtées, le pouvoir de gouvernance est détenu par les femmes-mâles, initiatrices de la création des coopératives et exercé sur ceux qui y adhèrent. « *Ici, ce sont les femmes qui ont créé la coopérative qui décident. Nous suivons ce qu'elles nous disent de faire pour la bonne marche de nos activités. Ce sont nos doyennes, nos mamans qui ont plus d'expérience que nous* » ; « *Nous sommes des parentes parce que nous les gouro, nous sommes nombreuses dans la coopérative. Même avec les autres groupes ethniques, il y a des rapports d'entente, d'entraide. Quand il y a un problème entre nous commerçantes ou avec les gens de la mairie, ce sont nos devancières ou nos aînées qui les règlent* ». Ces propos montrent que le capital social, l'expérience et le capital économique sont les plus grandes sources de pouvoir. En effet, les femmes dominantes des groupes sont désignées par les cadettes, les apprenantes et les autres membres comme les « doyennes », les « aînées » ou les « mamans ». Le 'droit d'ânesse', idéologiquement construit donne le pouvoir aux « doyennes » de régler les différends professionnels entre commerçants comme ceux rencontrés avec les autorités administratives.

Par ailleurs, même le positionnement d'autres acteurs⁵, 'professionnellement qualifiés', ne constitue pas un contre poids dans les prises de décisions. En fait, la présence de ceux-ci n'est qu'un moyen de légitimation formelle des coopératives auprès des pouvoirs publics et des coopérateurs. Elle est aussi le symbole de la crédibilité et de l'autonomie financière, car les coopératives sont exonérées de l'impôt sur le bénéfice. À ce niveau, une coopérative créée signifie pour les commerçantes exercer des activités marchandes dans un espace social autonome, une sorte de zone franche. Des coopératrices confirment l'autonomie financière et le contrôle stratégique des espaces de vente en ces termes : « *C'est nous mêmes qui décidons des horaires d'ouverture du marché. La mairie n'intervient pas dans la gestion du marché. Les taxes prélevées entrent directement dans les caisses de la coopérative. Les commerçantes s'en servent pour entretenir et éclairer le marché, construire des magasins, payer les gardiens, les déchargeurs, les collecteurs et ceux qui nous aident dans l'administration. Ce sont les taxes municipales liées à l'occupation du domaine public (ODP) que nous versons en groupe et non individuellement comme ailleurs dans les autres marchés, au forum par exemple* », Z. L. S., commerçante de vivriers. De plus, pour renforcer leur pouvoir de domination, les doyennes imposent diverses barrières à l'entrée de l'activité : enquête de moralité, parrainage, essai sur une certaine période, droit d'adhésion fixé parfois à plus de 500000 francs CFA.

En matière de prise de risques, des femmes ciblées sont obligées d'abandonner la maison conjugale au cours de la semaine et de n'y retourner que le week-end. « *C'est à 5h du matin que les grossistes nous donnent à crédit leurs produits (manioc, banane, aubergine, graine, gombo, piments). Nous devons leur rembourser le lendemain. Ce qui nous oblige à vendre dès réception, jusqu'à 18h, voire à 19h. À la fin de la journée, nous rangeons nos affaires, cherchons à nous laver et à manger quelque chose. Comme il y a des gardiens, nous dormons sur nos étals jusqu'au petit matin pour reprendre nos activités. Nous regagnons nos foyers pour voir nos maris et de nos enfants le samedi soir pour revenir le lundi matin* ». De même, pendant la crise militaro-politique et post-électorale de 2002 à 2010, l'approvisionnement des ménages abidjanais en vivres a été fait par ces femmes-mâles. Elles ont pu braver les tracasseries routières, l'état défectueux des routes, des hommes armés, parfois au péril de leur vie. « *Une fois, des hommes armés ont arrêté notre camion. Le chauffeur et son apprenti ont réussi à fuir. Ils nous ont fait descendre, nous les femmes et emmenées dans la broussaille, ils nous*

⁴ Les Gouro forment un groupe ethnoculturel situé au centre-ouest de la Côte d'Ivoire.

⁵ La loi n°97-721 du 23 décembre 1997 relative à l'organisation et au fonctionnement interne des coopératives en Côte d'Ivoire recommande que des postes de Direction, de Comptabilité, de Secrétariat, de Conseillers juridiques ...soient confiés à des membres extérieurs ayant des diplômes universitaires (du BAC+2 au BAC+4). Par cette loi, les pouvoirs publics attendent rendre économiquement plus stables, plus dynamiques et plus compétitives les coopératives mal gérées, du fait de l'analphabétisme des coopérateurs.

ont dépouillées de notre argent, de nos bijoux et téléphones portables. Heureusement, nous n'avons pas été violées ». K. D., commerçante de vivriers.

Une autre catégorie de femmes-mâles reconstruit son identité de genre par les repas cuisinés au 'dehors', c'est-à-dire hors des ménages. Émergée en 1934 grâce aux femmes allogènes dahoméennes (béninoises), togolaises et sénégalaises, cette forme de restauration avait pour but de combler, en prolongement des repas domestiques, les besoins alimentaires des populations indigènes. L'offre alimentaire était essentiellement basée sur les cultures alimentaires et ethniques des vendeuses : abolo, akassa, tièp-djen, le yassa, etc. Mais à la suite d'un rapatriement des allogènes en 1958, les femmes autochtones prennent le relais en introduisant des stratégies novatrices dans les pratiques alimentaires des 'maquis', une forme de « cantines improvisées » (Akindès, 1991 :171). De nos jours, cette activité est démographiquement dominée par les femmes qui représentent 88,3% des acteurs du secteur (Simao, 2017). La nourriture qu'elles proposent se base sur le patrimoine culinaire des groupes ethniques autochtones, surtout akan : attiéké (semoule de manioc) - poisson frit, riz, fofou, foutou de banane ou d'igname, biékosseu (pépé-soupe), kédjénou (cuisson à l'étouffée), etc.

En outre la reproduction des traditions culinaires, faite par les tenancières de 'maquis', révèle le caractère symbolique de certification de la fiabilité de la nourriture auprès des mangeurs. À ce propos R. G., témoigne : « *Quand je dis qu'elle est bien, c'est pour dire que sa nourriture est très bien faite. C'est doux, tu sens que les aliments viennent du village et puis le service est excellent. Donc c'est tout ça qui fait la particularité de ce restaurant* ». Le 'maquis' devient donc un espace de démonstration de la compétence culinaire des restauratrices et de recherche de leur part, d'une reconnaissance sociale. Ainsi, plus est forte la compétence et grande la reconnaissance sociale, plus sont importantes les retombées financières des restauratrices. Cette ressource économique pousse certaines à la domination dans les rapports de pouvoir inter-genres à partir du 'dedans', c'est-à-dire au sein des ménages.

V- Le “ dedans” ou la domination voilée des femmes-mâles par la prise en charge des dépenses alimentaires domestiques.

Source d'épanouissement personnel, la participation aux dépenses garantit aux femmes le respect du mari et constitue un moyen d'établir une égalité statutaire symbolique entre conjoints. En effet, la représentation sociale de ces dépenses, associée à une relation de fidélité conjugale, est mise en évidence dans les discours des enquêtées. Les référents idéologiques « *chez nous* », « *c'est mon devoir de femme* », « *c'est ça aussi une bonne femme* », « *c'est les deux mains qui se lavent* » sont posés ici comme source de reconnaissance sociale et identitaire. Les traductions réelles ou symboliques des dépenses domestiques sont également révélatrices de la configuration des rapports entre conjoints. D'une part, elles montrent la position de la femme dominante - qui détient une grande part de pouvoir économique et de sa gestion quasiment individuelle - et, d'autre part celle du conjoint dominé, qui a peu de pouvoir économique et qui subit la gestion de l'autre.

Ensuite, en mobilisant l'idéologie de la capabilité et de la responsabilité, la femme-mâle affirme son autonomie financière. Elle se perçoit comme une : « *femme capable* » ; « *femme responsable* ». À ce sujet, I. L.Y., une restauratrice, précise que « *Je peux dire que je suis femme-garçon, c'est-à-dire une femme capable car avec l'argent de mon restaurant, j'ai acheté un terrain au nom de mon mari à plus de 3 000 000 FCFA. C'est moi qui assure la nourriture, ainsi que les autres dépenses de la maison. D'une certaine façon on peut dire que je suis le 'mari', et lui, la 'femme', parce que je fais presque toutes les dépenses* ». Il est vrai que le mari est déclaré 'chef de ménage'. Mais une large part des dépenses domestiques de la femme-mâle 'émiette' le pouvoir exclusif de l'homme. Désormais, elle se positionne, de façon symbolique, comme cheffe de ménage, car c'est elle qui assume le rôle dévolu à ce statut. Ainsi, comme l'homme, la femme-mâle s'intéresse davantage aux choses, aux objets et priorise, outre le pouvoir et la compétence, l'accomplissement par des actions valorisantes : prise en charge alimentaire du ménage, acquisition de champs, de biens immobiliers et dépenses funéraires. Par ces actions, elle se valorise socialement et reste, même après sa mort, symboliquement et idéologiquement vivante dans la mémoire collective.

Par ailleurs, les ressources financières et symboliques mobilisées, grâce au fait alimentaire, légitiment les rapports d'autorité, voire de domination voilée de la femme-mâle au sein du ménage. Cependant pour les hommes, cette réalité est perçue autrement. K. M. soutient que : « *Un handicapé ne se fâche*

pas contre ses béquilles, même si elles lui provoquent des douleurs dans les paumes. On le prendra pour un fou s'il crie sur tous les toits qu'elles lui font mal. C'est pareil avec certaines femmes ». B. E., un cadre à la retraite, ajoute : « *Depuis que je ne travaille plus, ma femme passe tout son temps au resto. Et quand elle rentre, c'est une partie des plats vendus qu'elle nous donne. Je ne le supporte pas, mais que vais-je faire ?* ». Dans les discours des hommes interrogés, il se dissimule sous cette forme de domination féminine une triple souffrance pour certains : la souffrance d'être financièrement ou symboliquement dominés, la souffrance de manger des plats qu'ils 'détestent', puis celle de garder le silence, de voiler la réalité face à la dominance 'd'une subordonnée'. Car dévoiler ces souffrances-là, c'est exposer un caractère d'homme féminisé, synonyme d'une déchéance sociale.

Dès lors, devant le malaise que suscite la domination féminine dans les rapports de pouvoir inter-genres au sein des ménages, des hommes dominés recherchent des autojustifications en dévalorisant les femmes. Pour d'autres, c'est une réelle fierté que d'avoir des épouses battantes et intrépides. Elles sont des modèles de femmes ou de réussite entrepreneuriale, comme NANTI Lou Rosalie qui a eu plusieurs prix dont la Coupe nationale de l'excellence et le Prix de la meilleure femme entrepreneure de l'année 1997. G. D., commerçante de vivriers, témoigne : « *Au début de la vente de vivriers à Abidjan, les gens se moquaient de nous, parce que nous étions sales. Mais c'était des étrangers pour nous. Grâce au courage, aujourd'hui les résultats sont là. Il y a véritablement un sentiment de fierté pour toutes ces braves femmes ivoiriennes qui, hier étaient dominées, marginalisées, trouvent désormais dans les activités commerciales alimentaires, un épanouissement personnel. En plus, nos maris, nos communautés et même la société ivoirienne, à travers les Présidents, les Ministres, nous considèrent comme des modèles de réussite professionnelle* ».

Conclusion :

Les inégalités de genre légitiment la marginalisation des femmes au profit de la domination des hommes. Cette situation pousse des femmes rurales à se déterritorialiser, c'est-à-dire à quitter temporairement les villages pour s'urbaniser, généralement, à Abidjan. En effet, cette ville présente la caractéristique d'une citée cosmopolite qui garantit une 'invisibilité sociale' et peu de pression à l'enfermement identitaire binaire codifié et stéréotypé. De plus, elle est favorable aux activités génératrices de revenus pour des 'femmes laissées pour compte'. Ces dernières y reconstruisent un autre statut social : celui de femmes socialement modifiées ou femmes-mâles. Cette reconstruction est un projet volontaire, conscient et actif de femmes adultes qui adoptent, en rapport avec le fait alimentaire urbain, une mixité de comportements et de pratiques typiquement masculins pour se maintenir dans les activités commerciales et les ménages.

Engagées dans un processus de construction social-historique, les femmes-mâles développent des stratégies qui consistent à se réapproprier le stigmate subi, en s'affirmant dans les domaines où la société les confine : travaux agricoles, vente de produits vivriers, cuisine domestique et restauration de rue. Comme les hommes, elles travaillent à l'extérieur, au 'dehors', dans les coopératives, les marchés, et les rues. Elles prennent des risques, s'intéressent davantage aux choses, aux objets et priorisent la compétence et l'action. Au 'dedans', au sein des ménages, elles récupèrent symboliquement les rôles et statuts traditionnellement dévolus aux hommes et deviennent de fait, cheffes de ménages.

Ainsi, grâce à l'importance de leurs participations aux dépenses domestiques, elles ont le pouvoir d'imposer aux membres des ménages des menus pour satisfaire les besoins alimentaires de ceux-ci. À ce niveau, les liens entre genre - s -, alimentation et villes s'intègrent, de notre point de vue, dans une analyse de pouvoir des femmes-mâles. Il en ressort que pour celles-ci, les activités menées autour l'alimentation urbaine se donnent à voir comme un outil de promotion économique, d'insertion professionnelle mais aussi comme un lieu de resocialisation, de reconstruction identitaire et statutaire, surtout de domination au sein de certains ménages, des marchés, des coopératives de vivriers, des 'maquis' ou restaurants de rue de la ville d'Abidjan. Autrement dit, dans les rapports inter-genres, intragroupes et intracommunautaires, l'importance numérique, le capital social, l'expérience et le capital économique sont les plus grandes sources de pouvoir des femmes-mâles de cette ville.

Bibliographie

- Abate Ann Michelle, *Tomboys : A Literary and Cultural History*, Philadelphia (Pa.), Temple University Press, 2008.
- Andrews Donna, SMITH Kiah et MORENA M. Alejandra, En colère : les femmes et la nature, In *Le pouvoir des femmes dans les luttes pour la souveraineté alimentaire, L'observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition*, édition 11, 2019, p. 6-17.
- Andrieu Bernard, « L'homme enceint(e). Une violence du genre ou un genre de violence? », In *Violences sur le corps de la femme. Aspects juridiques, culturels et éthiques*, (dir Christian Hervé, Michèle Stanton-Jean et Claire Ribau-Bajon), Paris, éd Dalloz, 2012, pp. 55-68.
- Akindès Francis, « Restauration populaire et sécurité alimentaire à Abidjan », In *Cahiers des Sciences Humaines*, 27, (1-2), 1991, p. 169-179.
- Banque mondiale, *Etre femme en Côte d'Ivoire: quelles stratégies d'autonomisation? Rapport des consultations de la Banque mondiale sur le genre*, Abidjan, 2013.
- Banque mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde: Egalité des genres et développement* Ministère d'Etat, Ministère du Plan, le Plan National de Développement (2012-2015), Abidjan, 2012.
- Bourdieu Pierre, *La domination masculine*, Paris, Éditions du Seuil, 1998.
- Butler Judith, *Ces corps qui comptent*, Paris, Éditions Amsterdam, 2009 [1993].
- Butler Judith, *Trouble dans le genre, le féminisme et la subversion de l'identité*, Paris, La découverte, 2010 [1990].
- Chaléard Jean-Louis, 1996, *Temps des villes, temps des vivres. L'essor du vivrier marchand en Côte d'Ivoire*, Paris, Karthala.
- Cortes José Miguel, Espacios asépticos y transparentes, cuerpos ausentes, *Exitbook*, n° 9, 2008
- Egnankou Adolin Paul, Dépenses de ménage, autopromotion et pouvoir de domination 'voilée' des femmes rurales akan de Moossou, d'Azito-village et d'Étoueboué (Côte d'Ivoire), *Revue des études multidisciplinaires en sciences économiques et sociales*, n°10, 2019, p. 81-104.
- Egnankou Adolin Paul, Les choix de pratiques agricoles à partir du cas des paysans agni de Bettié, adiokrou d'Orbaff et ébrié de Songon-Agban (Côte d'Ivoire), *Cahiers de sociologie économique et culturelle*, n° 61, 2016, p. 11-34.
- Essoh Georges, *La Filière artisanale de l'attiéké de Dabou à Abidjan*. Mémoire de DEA, - Faculté de Droit et des Sciences Économiques - Université de Montpellier I, 1980.
- Ferrand M., *Féminin, Masculin*, Paris, La Découverte, 2001.
- Fournier T., et al., « L'alimentation, arme du genre », *Journal des Anthropologues*, 140-141, 2015, p. 19- 49. [L] [SEP]
- Fournier Tristan, Jarty Julie, Lapeyre Nathalie et Touraille Priscille, L'alimentation, arme du genre, *Journal des anthropologues*, n° 140-141, 2015, p. 19-49.
- Goffman Erving, *Stigmaté. Les usages sociaux des handicaps*. Paris, Éditions de Minuit, 1975 [1963].
- Gray John, *L'homme vient de Mars, la femme vient de Vénus*, Éd. Logiques, Montréal, 1994.
- Halberstam Jack, *Female masculinity*, Durham, Duke University, 1998
- Ministère de la Famille, de la Femme, de l'Enfant et des Affaires sociales, *La stratégie nationale contre les violences basées sur le genre*, Abidjan, 2012.
- Mollard Éric, *Le manioc dans les unités de production [L] en basse Côte-d'Ivoire [SEP] Rendements, pratiques et fonctions d'une culture vivrière*, Thèse de doctorat en agronomie, Paris, Institut National Agronomique Paris-Grignon, 1992.
- Simao Johana, *Genre et marchés. Autonomiser les femmes sur les marchés alimentaires. Étude de cas : la cuisine de rue à Abidjan, Côte d'Ivoire*, Abidjan, 2017.
- World Food Program (WFP), *Côte d'Ivoire. Transitional Interim Country Strategic Plan (Year 2018)*, 2017.